

<https://www.aefinfo.fr/depeche/703005>

Erwin Canard

5 min read

## Une intersyndicale de l'Éducation nationale alerte Gabriel Attal sur le réseau Parents vigilants

Parents vigilants, association disant lutter contre "le wokisme et l'islamisme", a tenu un colloque au Sénat le 4 novembre 2023. Dans une lettre à Gabriel Attal, une intersyndicale de personnels l'Éducation nationale alerte le ministre quant à ce réseau dont les objectifs sont "dangereux" et "particulièrement inquiétants pour nos collègues". Des cours et activités ont été visés, assure-t-elle, ayant entraîné des menaces et parfois une protection policière. La porte-parole de Parents vigilants, Agnès Marion, explique à AEF info lutter contre une "idéologie" enseignée à l'école.



Le sénateur Stéphane Ravier (Reconquête) ouvre le colloque Parents Vigilants, le 4 novembre 2023. Capture d'écran Reconquête.

Dans une lettre du 15 novembre 2023 envoyée au ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, une intersyndicale de personnels (FSU, Unsa-Éducation, Sgen-CFDT, CGT éducat'ion, SUD-Éducation) interpelle Gabriel Attal à propos de Parents Vigilants.

Ce réseau, lancée lors des universités d'été de Reconquête en 2022 et qui dit lutter contre "l'idéologie woke et l'islamisme qui s'infiltrent partout dans les établissements scolaires", a tenu, le 4 novembre au Palais du Luxembourg à Paris, un colloque à l'invitation du sénateur Reconquête Stéphane Ravier. Marion Maréchal et Eric Zemmour ont notamment tenu un discours lors de cet événement.

Les syndicats alertent sur le fait que, à cette occasion, "les membres de cette association d'extrême droite ont fait état de leurs pratiques et ont rappelé leurs objectifs", qui sont "dangereux" et "particulièrement inquiétants pour nos collègues".

"harcèlement en ligne" et "publication de l'adresse de l'enseignant"

Selon les syndicats, les membres de Parents vigilants visent "les cours ou activités (sorties scolaires, ateliers et conférences)" dont "les thématiques sont toujours les mêmes : la lutte contre les LGBTIphobies, les droits des personnes migrantes, l'éducation à la vie sexuelle et affective".

Les organisations évoquent alors des "menaces : harcèlement en ligne, publication de l'adresse de l'enseignant, rassemblement devant l'établissement...", qui ont parfois, assurent-elles, "entraîné la protection policière".

"L'école publique, laïque et émancipatrice doit être défendue"

Elles affirment en outre que "Parents vigilants a l'intention d'infiltrer les conseils d'école et d'administration pour toucher plus de parents et contrôler les projets pédagogiques". Or, poursuivent-elles, il est "inacceptable que les enseignements proposés fassent l'objet de la pression de la part des obscurantismes de tous bords".

Elles font alors part à Gabriel Attal de leur inquiétude, craignant "un passage à l'acte dont serait victime un ou une de nos collègues". "L'école publique, laïque et émancipatrice doit être défendue", clament les syndicats. Et de conclure : "Monsieur le ministre, vous avez exprimé à plusieurs reprises votre volonté de protéger les personnels : nous attendons de

vous des actes et paroles sans ambiguïtés face aux menaces que fait peser le collectif Parents vigilants sur nos collègues et l'école".

"beaucoup de parents sont perturbés par rapport à l'enseignement dispensé" (Agnès Marion)



Agnès Marion, porte-parole de Parents vigilants, le 4 novembre 2023, au Palais du Luxembourg.

| *Capture d'écran Reconquête.*

Agnès Marion, porte-parole de Parents Vigilants, rappelle à AEF info, le 22 novembre, que "le réseau a été créé car on s'est rendu compte que beaucoup de parents étaient perturbés par rapport à l'enseignement dispensé à leurs enfants, qui est de l'ordre de l'idéologie. On a alors monté une plateforme qui permet aux gens de manifester leur inquiétude pour l'école". Interrogée sur les thématiques qui posent problème à Parents

vigilants, la candidate (Reconquête) battue lors des législatives dans le Rhône en 2022 cite un exemple : "Quand une ONG pro-migrants vient faire des ateliers à l'école, notre rôle est de dire que l'école n'est pas le lieu de ces débats".

Parents vigilants revendique 60 000 parents adhérents et environ 5 000 témoignages reçus. "Isolément, on peut se dire qu'un cours a mal été fait, mais quand on voit que le phénomène est massif, que des choses se répètent sur le même format, qui répondent à la même idéologie, ça devient un fait de société", affirme Agnès Marion, qui estime que "l'école est en train de se déclasser".

À la question "Parents vigilants ne défend-elle pas également une idéologie ?", Agnès Marion rétorque : "Nous avons une vision de l'école, qui doit être neutre, les débats de société n'ont pas à y entrer". Alors que les syndicats font état de menaces et de harcèlement d'enseignants par des membres du réseau, Agnès Marion assure que "Parents vigilants n'a jamais harcelé aucun professeur, mais quand quelque chose dysfonctionne à l'école, on le met sur nos réseaux sociaux".

Generated with Reader Mode